

L'Europe sur le qui-vive avec Trump

UE L'imprévisible président US, attendu à Bruxelles pour un sommet de l'Otan

l'Otan, filera ensuite à Helsinki pour un tête-à-tête avec Poutine

► Le sommet européen est dominé par la crise politique autour des migrations.

► Mais les Européens devaient également se pencher au chevet de la relation transatlantique, chamboulée par le président Trump.

Donald Trump est-il « avec nous ou contre nous », pour reprendre la formule utilisée par l'un de ses prédécesseurs, George W. Bush, qui mitraillait ainsi les pays européens réticents à l'accompagner dans l'invasion de l'Irak ? La question hante les Européens.

Le 45^e président des Etats-Unis a remis le couvert, à la veille du sommet de l'UE, phagocyté par la question de la migration. Lors d'un meeting dans le Dakota du Nord, Trump a lancé : « *Nous aimons les pays de l'Union européenne. Mais l'UE, bien sûr, a été créée pour tirer avantage des Etats-Unis. Et vous savez quoi ? On ne peut pas laisser faire cela.* » Sur l'Otan, où le locataire de la Maison-Blanche est attendu avec appréhension par les Alliés pour un sommet à Bruxelles le 11 juillet, le président n'est pas plus amène. Selon de nouvelles révélations, Donald Trump aurait dit dans l'intimité du sommet du G7 au Canada, que l'Alliance atlantique « *est aussi mauvaise que l'Alena* », le traité commercial avec le Canada et le Mexique, qu'il pilonne. « *C'est beaucoup trop coûteux pour les USA* ». « *C'est effrayant* », a tweeté le prochain (en septembre) ambassadeur de Belgique à l'Otan. « *Que va dire Monsieur Trump au sommet de l'Otan ? On ne le sait pas* », avoue un autre diplomate européen.

« Contexte géopolitique »

La « hache de guerre » est-elle déterrée ?

Donald Tusk, le président du « club » des chefs d'Etat et de gouvernements de l'UE, est alarmiste en diable. Dans sa lettre d'invitation au sommet, le pré-

sident du Conseil européen invitait les leaders à « *garder en tête le contexte géopolitique* », après le sommet du G7 au Canada, lorsque Donald Trump était entré en choc frontal avec les Européens et le Canada, tout en cherchant à réinstaller Vladimir Poutine dans ce cénacle exclusif, censé prôner les valeurs de la démocratie et l'économie de marché. « *Malgré nos efforts inlassables de maintenir l'unité de l'Occident, les relations transatlantiques sont sous une immense pression en raison des politiques du président Trump. Malheureusement, les divisions s'étendent au-delà du commerce. Je pense que, tout en espérant le meilleur, nous devons être prêts à préparer notre Union pour les scénarios du pire.* » Pas moins...

Dans cet océan d'incertitudes, une certitude : la Maison-Blanche et le Kremlin ont annoncé jeudi le premier tête-à-tête officiel entre Trump et Poutine. Ce sera à Helsinki, le 16 juillet, juste après le sommet de l'Otan appelé à renforcer sa dissuasion face à une Russie « *agressive* », annexionniste en Ukraine et en Géorgie, mais dont le président américain admire ouvertement la poigne du maître du Kremlin, dont il n'a de cesse de nier toute influence dans le scrutin qui a vu sa victoire, malgré les allégations de ses propres services de renseignements. Le « *pitch* » qui fait déjà trembler : une bagarre homérique entre « *Alliés* » à l'Otan (sur le partage du fardeau du coût de la défense collective) suivie d'une romance en Finlande.

« *L'avenir du lien transatlantique est au minimum incertain*, souligne un haut responsable européen. *On ne peut le tenir pour acquis. Nous ne voulons pas y renoncer mais cela implique que les Européens doivent s'organiser. Sur l'éco-*

nomie, la fiscalité, la recherche, la sécurité et la défense, la zone euro ». Comme le répète la chancelière allemande Merkel, l'Europe doit prendre en main son destin. « *Bien sûr, cela ne se fera pas en un jour* », reconnaît le responsable.

Trois points

Le sommet, certes accaparé par la migration, devait aussi se pencher au chevet de cette relation transatlantique. À travers trois points : le commerce (et la guerre douanière enclenchée par Trump), la coopération UE-Otan et un debriefing du G7. À l'heure de mettre cette édition sous presse, jeudi en fin de soirée, les conclusions relatives à ces sujets étaient retenues en otage par le nouveau chef du gouvernement italien, pour des raisons tactiques, soucieux d'imposer ses vues sur la philippique du moment. La conférence de presse des présidents des institutions a même été purement et simplement annulée, renvoyée à vendredi en fin de sommet.

Mais les textes ne devaient guère évoluer par rapport au projet de conclusions rédigé en amont. Les leaders européens devaient ainsi soutenir l'adoption en marge du sommet de l'Alliance d'une nouvelle déclaration de UE-Otan, où l'Amérique de Donald Trump reconnaîtrait l'apport des récents efforts sur le front de l'Europe de la Défense au bénéfice de la sécurité collective. Un responsable européen : « *Ce serait important d'avoir cette reconnaissance* ».

Sur le commerce, le sommet devrait avertir les Etats-Unis que l'UE ripostera « *à toute action clairement protectionniste* ». Car après les exportations d'acier, Trump menace de frapper les exportateurs européens d'automobiles - et les olives espagnoles. « *Il doit y avoir des conséquences quand vous ne respectez pas les règles internationales* », avertissait mardi la commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström.

À moins d'une bilatérale Trump-Tusk-Juncker sur le commerce en marge du sommet de l'Otan, le président de la Commission pourrait être dépêché à la Maison-Blanche, « *pour garder les canaux de communications ouverts et résoudre les questions commerciales à l'amiable* », indiquait un porte-parole cette semaine. Une mission... impossible, déjà tentée par Macron ou Merkel. ■

PHILIPPE REGNIER

Merkel « L'avenir de l'Europe est en jeu »

BERLIN

DE NOTRE CORRESPONDANT

Merkel sera-t-elle encore chancelière à l'issue du sommet de Bruxelles ? Aucun expert allemand n'ose s'aventurer actuellement à un pronostic de sortie de crise à Berlin. « Nous n'avons jamais connu une telle situation politique. Tout est possible », concède Markus Linden, politologue à l'université de Trèves.

La chancelière allemande continue de se battre contre l'idée d'un « Germany First » défendu corps et âme par ses alliés bavarois (CSU). Avec elle, il n'y aura pas de décision unilatérale a-t-elle répété ce jeudi devant l'Assemblée fédérale (Bundestag) alors que son ministre de l'Intérieur, Horst Seehofer, a maintenu son ultimatum pour un changement radical de politique migratoire. Si Merkel n'obtient aucun résultat à Bruxelles, Seehofer a promis d'envoyer la police fédérale aux frontières et de refouler les réfugiés dans les pays de l'Union européenne (UE) où ils ont été enregistrés.

Un affront pour Angela Merkel qui continue de défendre une politique commune du droit d'asile. « Le droit européen prime sur le droit allemand », a-t-elle martelé devant les députés. « C'est l'avenir de l'Europe qui se joue sur la question des réfugiés », a-t-elle insisté.

Avec son ultimatum, le président du parti conservateur bavarois (CSU) a pris le risque de faire chuter la « grande coalition » pour des questions purement électorales. À l'approche du scrutin régional de Bavière, en octobre, la CSU craint de perdre sa majorité absolue en raison de l'émergence du parti d'extrême-droite AfD (Alternative pour l'Allemagne) dont le credo est la fermeture des frontières.

« Il n'y avait aucune raison de relancer le débat migratoire actuellement. Les arrivées de réfugiés continuent de diminuer », déplore Werner Schiffauer, président du conseil interuniversitaire sur les migrations et l'intégration (Rat für Migration) et professeur émérite de l'université européenne Viadrina de Francfort-sur-l'Oder. « Le ministre de l'Intérieur a lancé un débat fan-

tôme pour se démarquer de la politique migratoire de la chancelière. C'est d'autant plus irresponsable que les partis de la coalition sont d'accord sur l'essentiel. Ils sont divisés sur des détails ! », ajoute-t-il.

Pour lui, l'influence des populistes a déjà remis en cause toute la politique migratoire de la chancelière. « Angela Merkel ne travaille plus sur l'intégration mais sur les expulsions », regrette-t-il. « L'arrivée de l'extrême-droite en Allemagne a divisé et influencé les conservateurs. L'obsession est donc de réduire les arrivées et d'accélérer les retours. Le gouvernement mène une politique de statistiques ».

De retour de Bruxelles, Merkel devra donc sauver son poste de chancelière car ses chances de compromis auprès des autres membres de l'UE sont nulles. Néanmoins, elle a obtenu ce jeudi à l'Assemblée fédérale le soutien du Parti chrétien-démocrate (CDU), qu'elle dirige, mais aussi du SPD et des écologistes.

La CSU pourrait donc finir par reculer. En effet, une scission historique de la droite serait suicidaire (on l'a vu dans les autres pays d'Europe). Par ailleurs, l'offensive populiste des Bavarois a été très mal perçue par l'opinion, y compris parmi leurs électeurs. Selon les sondages, plus de 75 % des Allemands restent favorables à une solution européenne. « Pour sauver la face, le ministre de l'Intérieur pourrait affirmer qu'il a contribué à changer les choses avec son ultimatum », pense Markus Linden.

Si Merkel était malgré tout acculée à renvoyer son ministre, elle aurait encore une issue de secours pour s'en sortir. Les députés écologistes s'entendent bien avec elle. Ils seraient prêts à la soutenir dans un gouvernement minoritaire. La partie n'est donc pas perdue pour la chancelière. ■

CHRISTOPHE BOURDOISEAU

Tsipras disposé à venir en aide à Merkel

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras est disposé à conclure

un accord avec la chancelière allemande Angela Merkel sur une procédure accélérée de retour des demandeurs d'asile depuis l'Allemagne vers la Grèce s'ils y ont fait leur première entrée dans l'UE, a-t-il déclaré au Financial Times. « Nous devons trouver un moyen, dans le cadre du droit international, de partager la charge (de l'accueil) et ne plus avoir cette situation qui est inéquitable pour les pays de première entrée, mais aussi pour l'Allemagne. Parce qu'il n'est pas juste que tous ces gens aillent en Allemagne, si nous considérons qu'il s'agit d'un problème européen », a indiqué M. Tsipras. (afp)

May reconnaît qu'il faut accélérer sur le Brexit

La Première ministre britannique Theresa May a reconnu jeudi la nécessité de faire des progrès « plus rapides » dans les négociations en cours du Brexit, alors que les dirigeants européens s'inquiètent du peu de temps restant pour parvenir à un accord. À son arrivée au sommet de l'UE, Mme May a insisté sur les « très bonnes avancées » accomplies jusque là. « Je pense que les deux côtés sont prêts à continuer à travailler à un rythme plus rapide que jusqu'à présent, et nous nous en félicitons certainement », a tout de même ajouté la Britannique. La question irlandaise reste le principal point d'achoppement des négociations en cours sur les conditions du divorce, tandis que l'Union européenne et Londres doivent encore discuter de la nature de leur future relation après le Brexit. (afp)

Zone euro La Belgique souffle le chaud et le froid

Sans urgence ou menace existentielle pour la zone euro, c'est à minima et sans grand enthousiasme que les dirigeants européens arrêteront, ce vendredi, lors d'un sommet zone euro, quelques consignes que devront suivre leurs ministres dans les discussions à venir sur le futur de la monnaie unique. Renforcer le fonds de sauvetage de la zone euro, en faire un filet de sécurité au cas où le fonds de résolution pour les banques s'épuisait, entamer les négociations sur une garantie européenne des dépôts bancaire. Telles sont les lignes données dans les brouillons travaillés entre diplomates.

Jeudi, les Français disaient qu'en l'état, le texte était inacceptable à leurs yeux car il ne faisait aucune mention d'un budget pour la zone euro. Et il n'est pas bien clair de quel côté la Belgique aidera à tirer le curseur, ce vendredi, puisqu'elle entretient l'ambiguïté sur sa position.

Serait-elle en train de perdre son âme de boute-en-train ? Traditionnellement de toutes les ini-

tiatives pour approfondir la zone euro, l'absence de position claire du gouvernement et les déclarations tranchées récentes de son ministre des Finances lui vaut désormais d'être considérée (ou revendiquée) par ses pairs comme faisant partie des résolutions.

Deux propositions

Mais, en coulisses, il se martelait qu'elle restait « ouverte ». Un de ses problèmes, c'est que la zone euro a deux propositions contradictoires sur la table. Toutes deux portant la patte de Berlin.

D'un côté, de l'aveu de la Commission, c'est sous la pression des Allemands que l'institution européenne s'est limitée à proposer une simple « ligne budgétaire » pour la zone euro. Et de l'autre, Berlin a suivi Paris dans son idée d'un budget propre, en partie auto-financé (par des ressources purement européennes, donc), dont un bras financier pourrait peut-être prêter aux caisses du chômage pour stabiliser les pays en cas de grave crise.

La Belgique va déjà être appelée à payer davantage dans le budget des 27, notamment à cause du départ du Royaume-Uni, qui privera le pot commun de dix milliards d'euros par an. Elle s'inquiète donc de ce qu'une nouvelle mise à contribution signifierait pour ses finances publiques. Et elle n'est pas friande des ressources européennes proposées pour limiter la contribution des Etats, que ce soit la taxe sur les géants du net, ou sur les transactions financières.

La cigale et la fourmi

La ligne belge reste donc profondément ancrée sur l'idée selon laquelle les Européens pourraient prendre davantage de risques ensemble, mais qu'il faut simultanément réduire ces risques. On entend souvent des positions similaires en ce qui concerne les banques.

Mais les plus rigoristes diront que cela concerne aussi la manière dont chaque pays gère son portefeuille. On se souviendra particulièrement de la position

exprimée par l'ancien président de l'Eurogroupe (cénacle des ministres de la zone euro), Jeroen Dijsselbloem. Celui-ci avait dit en substance que les pays du Sud avaient flambé en alcool et en femmes avant de venir demander l'aide de leurs partenaires. La cigale et la fourmi, en somme.

Pas satisfaite

Or, selon nos informations, la Belgique réclame la mise sur pied d'un fonds spécifique visant à compenser les pays qui souffriront économiquement du Brexit. Ce à quoi la Commission lui aurait répondu que cela serait possible grâce à la fonction de stabilisation qu'elle a imaginée (où de l'argent européen permettrait de maintenir les investissements dans un pays frappé par un choc). Et paradoxalement, la Belgique n'aurait pas été satisfaite de cette réponse, puisqu'elle ne pourra bénéficier de cette aide que si elle tient son budget dans le carcan des règles budgétaires européennes. ■

ELODIE LAMER